

d'un sous-produit qui nous fait défaut à raison de 200 millions de livres par année. Nous comptons sur le marché britannique pour absorber le surplus de notre production de porcs quoique notre production actuelle vise plus l'exportation que la consommation domestique. A mon avis, le Royaume-Uni n'a pas de surplus sensible de matières grasses et ne s'opposerait pas à des cotés plus lourds de wiltshires. Si nous démontrions aux autorités du Royaume-Uni combien il nous est facile d'ajouter 10 livres à chaque porc destiné au marché britannique, elles nous feraient peut-être une concession en nous permettant de leur envoyer plus de céréales mélangées sous forme de bacon plus gras.

En ce qui concerne la consommation domestique du porc, j'irais encore plus loin. A mon avis, le Gouvernement devrait, dans plusieurs domaines, faire connaître à la population les sacrifices qu'il lui faudra consentir sous le rapport des vivres, du vêtement et du logement. Il importe de rappeler au public que que nous sommes en guerre et que, si nous ne nous imposons pas assez de sacrifices, il nous arrivera malheur et nous nous exposerons à nous donner des maîtres qui verront à nous priver d'un grand nombre des douceurs que nous nous procurons à l'heure actuelle. Par conséquent, en ce qui concerne la consommation du porc, le Gouvernement devrait y aller carrément et informer les consommateurs canadiens que nous ne permettrons plus aux boucheries d'abattre de petits porcs et de les vendre dans leur établissement, mais qu'il leur faudra se résigner à manger une charcuterie moins délicate. Il me semble que notre public se rendrait à de telles représentations et que nous pourrions de la sorte accroître notre production de graisses, tout en utilisant nos céréales secondaires et en permettant à nos éleveurs de porcs de réaliser des recettes importantes. Cette question mérite de retenir l'attention de la Chambre. Si je donne l'impression de prendre la chose trop au sérieux et si je consacre beaucoup de temps à cette question, je ne m'en excuse pas, car je ne suis pas du nombre de ceux qui, par les années passées, ont souvent pris la parole en cette enceinte.

J'aborderai maintenant la situation de la viande. Nous en importons encore annuellement pour 2 millions de dollars, mais le problème capital à cet égard continue d'être un problème d'exportation. La proportion de graisse du bœuf a été partiellement réglée au cours des six derniers mois à la suite de la confusion qui s'est produite lorsqu'il s'est agi de plafonner les prix du bœuf. Pendant tout ce chichi, les éleveurs ont retenu leurs bestiaux à l'engrais. Il s'ensuit que les bestiaux ont pris du poids, ce qui est une bon-

ne affaire, car nous envoyons au marché des bestiaux qui pèsent beaucoup plus que ceux que nous vendions avant la guerre. Comme je le disais, cela résulte de la confusion des plafonds de prix, mais j'espère que les griefs formulés par les éleveurs de bœuf de boucherie porteront le Gouvernement à adopter une politique qui nous permettra de nous débarasser des on dit et des potins et du marché clandestin.

Il y avait évidemment beaucoup de vrai dans ce qu'a dit l'honorable député d'Elgin (M. Mills) au sujet de l'étendue du marché clandestin, et j'ai remarqué que ceux qui l'ont critiqué, dans les journaux et ailleurs, ont eu peine à proposer quelque moyen d'éviter le retour de la situation. Je conviens avec l'honorable député d'Elgin et avec les journaux qu'une fois que le Gouvernement a entrepris de régler les prix du bœuf ou de quelque autre denrée, il devrait en même temps exercer un contrôle sur les marchands qui enfreignent les règlements. Il n'y a pas moyen de maintenir un plafond des prix d'une denrée sans surveiller ceux qui vendent cette denrée. Ce serait facile de s'assurer si les accusations de l'honorable député d'Elgin sont justifiées. Nous avons des agents de la Royale gendarmerie dans toutes les villes et tous les villages du pays. Nous avons le relevé de toutes les peaux fournies par l'abattage des bestiaux. Nous pouvons donc savoir si un homme a abattu dix bestiaux en 1937 et cent bestiaux en 1942. Les divers ministères du gouvernement ont des inspecteurs dans tous les villes et villages du pays. Ainsi, je voyais l'autre jour au *Feuilleton* une question au sujet des poursuites intentées à Brockville. Que l'on confie donc à ces inspecteurs la tâche supplémentaire de dépister tout ce commerce de contrebande et les manœuvres du marché clandestin. Que l'on se montre ferme et nous verrons que nous avons une administration capable d'intervenir pour réprimer les agissements des contrevenants. Jamais dans l'histoire de la province y a-t-il eu autant d'abattages par des particuliers dans de petits abattoirs, et pareil gaspillage de sous-produits. La question est très grave. Chose certaine, c'est que ces particuliers ne se livreraient pas à ce commerce s'ils n'y trouvaient pas leur compte.

L'autre membre de l'équation, c'est que la moyenne des prix que touche le cultivateur aux Etats-Unis—moyenne qui influe tellement sur notre économie—pour les denrées agricoles de toutes espèces, s'établit à 113 alors que la nôtre a été de 87. Cela s'applique dans une certaine mesure aussi au bétail, pas autant toutefois, peut-être. Il nous faut nous efforcer de régler en partie la situation; il faut donner aux éleveurs une juste rému-

[M. Harris (Danforth).]